

un budget

sans

argent

Le budget est la voie la plus directe
pour éduquer à l'économie
et interroger ceux qui si bien la
connaissent
qu'ils verrouillent l'avenir dans le
copier-coller du présent.

Budget évoque aussitôt l'argent.

Gérer un budget n'est-ce pas gérer de l'argent ?

Oui et non. La gestion d'un budget sous forme d'argent n'est qu'un cas particulier de budget. La survie animale ou végétale résulte, comme celle des humanoïdes, d'un budget en équilibre.

Chaque espèce animale et végétale doit, elle aussi, gérer un budget. Un budget où elle ne verse ni sou ni centime, mais aussi rigoureusement tenu que le nôtre.

Ce que chaque espèce consomme ne doit pas dépasser l'offre des ressources locales. Quand ce dépassement se produit, l'espèce doit chercher ailleurs : ses ailes et pattes lui sont alors bien utiles, et ses prédateurs mêmes, qui limitent le nombre de consommateurs ou disséminent les graines après un transit stomacal et intestinal qui les livre dans leur futur domicile dans un emballage recyclable.

Pour gérer ce budget-là, le budget naturel, les humains eux aussi ont migré. Chaque migration élevait derrière elle des barrières. Il fallait être très puissant pour les abattre et se procurer les richesses qu'elles protégeaient.

Pour remplacer la violence M. de Montesquieu appelait à la généralisation du « doux commerce », qui remplacerait universellement les échanges de coups par l'échange de biens.

Mais le doux commerce, de son temps déjà, n'hésitait pas à s'appuyer sur la force des armées pour s'assurer des ressources. Encore au XXe, quelques uns parlèrent - mais qui s'en souvient ? -

d'« espace vital ». La force de l'argent, bien plus subtile, et tellement plus intelligente, a créé la concurrence marchande, et en pleine paix la guerre universelle.

La circulation des ressources tend donc à remplacer - mais n'abolira jamais entièrement ! - celle des peuples.

Des échanges de plus en plus lointains sont assurés entre des inconnus qui ne communiquent entre eux que par la commune confiance qu'ils ont dans un produit qui s'applique à tous les produits et leur permet d'assurer l'échange.

Ce produit c'est l'argent.

L'argent, donné en échange des richesses dont vous avez l'usage, facilite les échanges. Il les facilite au point qu'on n'échange plus que par son entremise. Au point d'abandonner l'exploitation des ressources locales. Si importer le charbon du Katanga revient moins cher à quoi bon fatiguer les mineurs d'Hénin-Liétard ou d'Alès. Idem pour des salades ou les fraises.

Ceux qui échangeaient leur droit de vivre sur place contre leur force de travail salariée n'ont qu'à aller s'échanger ailleurs. L'argent vous donnait le droit de vivre sur place ? L'argent vous l'a retiré. Dites merci à l'Argent comme Job dit merci à Dieu qui l'a enrichi et ruiné. Que sa volonté soit faite.

Le schéma économique de base, sur la base actuelle, est donc celui-ci :

Que les ressources dont vous avez l'usage soient là ou ailleurs, vous ne pouvez en disposer qu'en les achetant. Pour les acheter, même chez vous, il faut avoir les sous.

Pour avoir les sous il faut avoir au préalable produit des choses comme des tapis, des appareils, n'importe quoi, disposer de ressources ou richesses convertibles en argent.

Pour avoir des sous, il faut qu'au prix où vous allez vendre ce qui doit vous en procurer, ce que vous allez vendre trouve des clients.

Ces clients vous achèteront d'autant plus volontiers que vos produits seront offerts à bas prix.

Comment produire à bas prix ? La division du travail, la formation professionnelle, l'emploi de machines, la qualité de ce qui entre dans la fabrication et celle du produit qui en sort sont conditionnés par les prix. Vous croyez que votre entreprise a pour but de produire des salades, des machines à laver ou des nuitées d'hôtel ? Erreur. Elle en produit aussi mais produit d'abord et avant tout des prix. Pour avoir des sous il faut vendre des sous. Il faut vendre *des prix* pas trop élevés pour vendre plus sûrement, et faire des « rentrées » d'argent plus abondantes.

Si beaucoup de producteurs produisent les mêmes richesses, ou, s'agissant des richesses agricoles, si les récoltes ont été abondantes, les prix chutent. Les sous que vous avez investis pour produire des sous ne sont plus compensés par des rentrées suffisantes d'autres sous. Toutes les belles et bonnes choses éminemment utiles que vous avez produites restent sur le carreau. Les moches, mauvaises et inutiles aussi, et leurs méchants inventeurs, selon la morale écolo, sont bien punis. Que leur punition fasse autant de dégâts sociaux que celle des bons, la morale écolo attendra encore un peu avant d'y penser.

Inversement, si les ressources de base et les produits de première nécessité se raréfient, leur prix augmente. Vous avez du mal à les acheter. L'augmentation se traduit par un prix plus élevé de vos produits. Vous rognez sur la qualité. Vous avez malgré tout encore du mal à les écouler. Idem si les travailleurs se font payer trop cher. Un brave petit volant de chômage entre 8 et 12%, dans une économie qui produit et vend des sous, ça rend des échines plus souples.

Ajoutons que lorsque les rentrées d'argent sont trop abondantes, tout se passe comme pour les récoltes : l'argent se déprécie et l'inflation pointe son nez.

Tout cela, nous le savons. Nous ne le savons même que trop. Nous le savons au point de ne plus voir ni vouloir savoir que le problème engendré par l'obligation d'avoir des sous pour acheter et l'obligation inverse de récupérer des sous après avoir vendu, ce problème est entièrement créé par l'outil de l'échange. Il est créé par les sous. Il provient du seul fait que le budget des entrées et sorties, aussi bien matérielles qu'immatérielles, pour produire du blé ou de la connaissance, est réglé par des sous.

Peut-on attendre du problème créé par les sous qu'il soit réglé par les sous ?

C'est la méthode de l'économie actuelle, sur laquelle s'est aligné le philosophe Roger-Pol Droit, qui, dialoguant avec un banquier, reprend à sa

façon la grande idée de la Croix Rouge, qui civilisa la guerre : blessez-vous les uns les autres, nous vous soignerons tous également. S'avisant que notre civilisation est celle de l'argent Roger-Pol Droit propose bravement de civiliser l'argent.*

N'est-ce pas séduisant ? Mais n'est-ce pas à quoi s'efforcent depuis toujours les travailleurs quand ils réclament des augmentations de salaire ? Et les entrepreneurs et banquiers, qui facilitent les échanges en augmentant sous par sou la masse argentine ? N'oublions pas les post-écolos, qui voient les profits de l'avenir en vert. Roger-Pol Droit ne risque pas de manquer de compagnie.

La création de richesses et leur circulation, dont notre civilisation s'honore, exigent toujours plus d'argent. Les crises ? Les bulles ? Détails ! La civilisation avance « quand même », et comme la civilisation c'est beau, ne vous plaignez pas.

Elle rapproche aussi du grand trou du budget planétaire. **PROSPER** n'est plus tout seul à le dire. Mais il est le seul pour l'instant à montrer comment l'éviter, et pour bien expliquer la différence il recourt à la petite histoire du fou qui se frappe la tête avec un marteau.

Vous la connaissez. Le pauvre homme, tout le monde lui dit qu'il est fou.

Il répond qu'il le sait. Mais qu'est-ce que ça fait du bien quand il arrête !

Alors, pour sentir à nouveau le bien que ça fait, il recommence.

Nos amis de la Décroissance ont la sagesse du fou qui se frapperait un peu moins fort ou moins souvent la tête. Ils proposent de dépenser moins. Mais pour dépenser moins ? Il faut commencer par dépenser. Il faut avoir des sous, et même des gros, pour faire de l'éthanol ou des éoliennes. Alors écoutez bien le bruit que ça fait quand les Décroissants se frappent la tête : c'est celui de la bonne cause, celle de l'Argent.

PROSPER, lui, cultive une toute autre folie.

Il jette le marteau. Il jette les sous. Il dit « cause toujours », on peut créer des richesses et les échanger sans un sous.

Au début, ceux qui entendent ça croient qu'il veut revenir au troc : ni moderne, ni vraiment pratique, et même dangereux...

Et puis ils écoutent mieux et ils entendent prononcer « codes-barres ».

Levée de boucliers. Quoi ? Nous mettre sous haute surveillance avec ces trucs-là ? Qui s'en est servi les premiers ? Ces salauds de commerçants, les capitalistes, et la police !

Fichage ADN, puces RFID, tout y passe.

* Roger-Pol Droit et François Henrot, **Le philosophe et le banquier**, PLON, Tribune libre, 2010.

Il est totalement complice du système, **PROSPER**, et si vous ne l'aviez pas encore remarqué, cette fois c'est fait, il se découvre !

Argument suprême : les codes-barres, c'est comme toutes les techniques, fragile-fragile ! La moindre panne d'électricité, crac ! Sans compter les espions.

Comment répondre à ce genre d'objections ?

A celle du retour au troc, je renvoie à la leçon d'Achille Talon, qui fut B-dessinée à l'usage des employés d'une grande banque. Elle décrit l'Ile de Sanzunron, où chacun troque à tout va. Des malfrats en profitent. Mais voici qu'un ex-banquier, curieux de l'expérience sanzunronienne, s'introduit dans la place et y régule les trocs.

Incidemment, la BD vous apprend que les banques ont toujours fonctionné sur cette base-là : un troc dont les multiples échangeurs ne se connaissent pas, un troc habillé par le crédit qu'elles font aux richesses à venir. A la fin de la BD un Sauveur arrive, en sous-marin celui-là, avec plein de cartes de crédit dans ses soutes. Leçon : le troc est le principe caché des banques et n'est jamais si bien servi que par l'argent. En soutenant le troc, **PROSPER** soutiendrait donc l'argent, soit exactement l'inverse de son propos.

A la levée de boucliers contre les codes-barres, il répond que depuis trente ans ils font partie du paysage et n'ont encore jamais affamé personne. Ce qui n'est pas le cas de l'argent. Ils ont même permis d'abaisser de 3% les prix, en supprimant l'emploi de nombreuses petites mains affectées aux bordereaux, c'est vrai, mais vous le pardonneriez de ne pas pleurer. Il n'a pas pleuré non plus quand disparut le Poinçonneur du Métro.

Les codes-barres constituent une sorte de carte d'identité des choses auxquelles ils s'appliquent. Elle est nécessaire pour savoir la provenance des articles et les conditions de production. Est-il criminel de contrôler l'origine de la viande folle ?

Si on supprime l'argent et la concurrence qu'il introduit entre nouveaux arrivants aux bas salaires et anciens, les indications d'origine par codes-barres deviennent aussi neutres qu'une tête de Noir, Blanc ou Jaune dans une société déracialisée, ou que telle ou telle religion dans une société laïcisée.

Ce n'est pas parce que la technique qui permet de contrôler les entrées et sorties de marchandises permet aussi de faire un usage policier de l'ADN que cette technique est coupable. Ce n'est pas l'informatisation des données, symbolisée par la technique des codes-barres symbolise, qu'il faut mettre en cause. C'est l'usage policier que ne peut manquer d'en faire, pour se maintenir, de plus en plus difficilement, un « ordre » économique et politique injuste par construction.

Le budget de l'avenir prend en compte non plus seulement « des choses » mais des usages.

Quant à l'objection de la fragilité des techniques, censée condamner nos recherches, il est bien évident que les distributeurs de monnaie ne tombent jamais en panne. C'est du solide ! Aucun hacker ne cherchera jamais ce qui se passe derrière les échanges monétaires.

La fiabilité des machines qui gèrent les comptabilités sous forme monétaire, notamment par cartes, la distribution d'argent aux guichets, etc., ne risquent-elles pas de connaître des pannes de plus en plus fréquentes, du fait des réductions de crédit qu'exigent leur entretien ? Car là comme ailleurs on supprime des postes et externalise les services au plus offrant. Pour des raisons de gros sous. Mais c'est bien normal, n'est-ce pas ?

Les objections que je viens de relever regardent le rétroviseur. Elles objectent à la proposition de changement en grossissant les dangers présents, et en tenant pour nulles et sans avenir les propositions de **PROSPER** en vue de les éradiquer. Elles ont un effet conservateur.

Non seulement les objecteurs n'écoutent pas, mais ils refusent de discuter. De la manière la plus élégante : il leur suffit de détacher quelques points, les plus saillants, de l'ensemble, et de bâtir avec une théorie imaginaire, qu'ils présentent ensuite comme une espèce de paquet déjà entièrement ficelé, à prendre ou à laisser.

Mettons donc les points sur les i.

Que propose **PROSPER** ? De produire partout autant de richesses que nous savons déjà en produire, et de pouvoir les choisir, ces richesses, sans risquer de priver de salaires tout un bassin d'emplois.

Il propose que tous les usagers de la planète puissent s'investir dans des activités choisies pour produire non plus des prix, mais des réponses aux usages qui sont les leurs, *les leurs*, et non ceux que privilégient le marché, au mépris de la qualité des produits et de la singularité des situations locales.

L'appareil productif est désormais capable à peu près partout dans le monde de répondre quasiment en temps réel à toutes les demande. Le problème aujourd'hui n'est plus de produire. Le problème est de vendre, n'importe quoi pourvu que ça fasse de l'argent, et en masse, pour réaliser des économies d'échelle et produire encore plus d'argent. Or le problème classique, celui de la rareté, est insoluble dans une économie où l'argent prévaut sur les richesses et tantôt manque pour produire les richesses en temps réel, tantôt spéculer sur leur rareté et l'entretient par cette spéculation même.

Venons-en maintenant à la méthode.

Car les propositions de **PROSPER** ont tout pour décevoir ceux qui, après avoir cru au système actuel voudraient bien pouvoir croire au prochain avec autant de confort intellectuel. **PROSPER** n'apporte pas « la » solution sur un plateau. Et s'il apporte quelque chose de nouveau, il vous prévient aussitôt contre une interprétation qui ramène à des façons de voir ou de faire actuelles et périmées.

Une fois compris l'intérêt de ne plus prendre en compte que des « choses », dans le budget que nous avons à gérer, des choses dépouillées de toute considération monétaire, on commettrait en effet une grave erreur en considérant ces « choses » isolément, d'une manière dont « l'objectivité » serait aussi réductrice et destructrice que celle qui nous fait aujourd'hui considérer un travailleur ou un quintal de blé comme « un emploi » ou un matériau, ni plus ni moins que comme des marchandises.

***Une comptabilité « matière »
excluant toute référence à des prix,
permet de déborder du comptage
arithmétique des « choses »
(combien de tonnes de blé,
combien d'ordinateurs)
en croisant les usages
dans lesquels elles entrent,
qu'elles soutiennent...
et peuvent aussi faire craquer.***

Dans le cadre d'une comptabilité prenant en compte les choses par le biais de leurs usages et non plus de ce qu'elles valent monétairement, le budget des « choses » peut enfin consister en un budget d'usages, prenant en compte la façon dont ils agissent et rétroagissent entre eux et nous avec puisque nous y sommes liés.

Il s'agit d'un budget « usologique », tenu dans les règles d'une science, l'usologie, qui, sur base de la mise en observation exclusive des usages reprend à nouveaux frais ce qu'a apporté la science écologique.

Pour bien faire ressortir les enjeux, prenons à titre d'illustration, l'exemple des « terres rares », métaux indispensables aujourd'hui en électronique.

Le sous-sol de la Chine en est très riche et le reste du monde en dépend à 50%. La Chine en interdit progressivement l'exportation, s'approprie les terres rares d'Afrique, et dans l'économie

actuelle occupe une position de plus en plus dominante.

Dans le cadre actuel, les profits monétaires sont pressés, et les recherches coûtent cher pour trouver des procédés substitutifs à ces fameuses terres rares. Tous les industriels et gouvernements du monde foncent donc tête baissée dans le piège chinois.

Dans une économie sans monnaie par contre, les recherches de substitution sont immédiatement envisageables, dans la transparence et l'émulation réciproque, à partir de ressources matérielles et humaines qui n'ont plus besoin d'être achetées pour être disponibles, pour exister.

Cet exemple introduit à trois questions.

1. La première vise l'extension du système de partage ou répartition envisagé par **PROSPER**. N'est-ce pas en effet *encore* un truc à vocation tristement mondiale ?

2. La seconde concerne la conception du nouvel appareil budgétaire. Gérer des usages semble bien plus complexe que gérer des euros. Comment est-ce qu'on va s'y prendre ?

3. La troisième : qui va s'atteler à ce genre de recherches et ne risque-t-on pas, là encore, de les voir récupérer dans un cadre monétaire, pour faire de la nouvelle spéculation ?

Quelques éléments de réponse dans l'article

DE L'ACHAT à l'ACCES, nouvelle approche.